

Pour une information et des médias pluralistes - Appel à des Etats Généraux

vendredi 2 décembre 2005, par [Mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2005).

L'appel que nous reproduisons ci-dessous peut toujours être signé par de nouvelles personnes ou organisations (voir à la fin de document).

Sommaire

- [Communiqué](#)
- [Pour une information et \(...\)](#)

Communiqué

« Ceci n'est pas une information »

Le 3 octobre 2005, un appel à des « États généraux pour une information et des médias pluralistes », signé par plusieurs dizaines de syndicats et associations et soutenu par de nombreux partis politiques, était lancé publiquement et communiqué aux principaux médias. Ceux-ci, à de très rares exceptions près, ont omis d'en informer leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Il serait surprenant que l'existence d'un tel appel, dans un univers médiatique en proie au pluralisme, ne mérite pas la moindre information.

Nous ne pouvons le croire. C'est pourquoi le collectif d'animation du processus des Etats généraux a décidé de porter une nouvelle fois à la connaissance des responsables des rédactions le texte de cet appel et la liste de ses principaux signataires.

Paris, le 1^{er} décembre 2005

Contact Presse : Eric Le Gall 06 77 95 33 65

contact-etats-generaux-medias.org

Pour une information et des médias pluralistes - Appel à des Etats Généraux

Nous en appelons à tous les citoyens attachés à une information indépendante et pluraliste, aux journalistes, créateurs et salariés des médias, aux acteurs des médias associatifs, aux intermittents et précaires de tous les métiers de l'information et de la culture, aux militants et responsables des mouvements syndicaux, associatifs et politiques, aux mouvements d'éducation populaire, à toutes celles et à tous ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles...

Pour que se tiennent, localement et nationalement, des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes

Des Etats Généraux, pourquoi ?

1. Pour remplir leur fonction démocratique, les médias devraient être soustraits à l'emprise directe des pouvoirs économiques et politiques. Or ce n'est manifestement le cas ni des médias privés, ni des médias publics. Les logiques financières qui prévalent dans les premiers ont désormais gagné les seconds, au point que le secteur public ne semble devoir son maintien qu'à la perpétuation de sa dépendance politique.

La concentration des médias, livrés à des groupes liés à des empires industriels, à des fonds de pension et au secteur bancaire dont le principal objectif est de répondre aux attentes de leurs actionnaires, compromet gravement la qualité et la diversité de l'information, du divertissement et de la culture.

Elle incite les groupes de presse qui ne dépendent pas directement des groupes les plus puissants à se battre contre eux avec les mêmes armes sur le même terrain.

Elle entraîne une course à la rentabilisation qui se traduit par une précarisation vertigineuse des métiers de l'information et de la culture, par la subordination croissante des journalistes à leur hiérarchie, par l'assujettissement de plus en plus étroit des programmes et de tous les producteurs d'information et de culture aux impératifs imposés par les diffuseurs et par les publicitaires.

Acteurs de la mondialisation libérale et de la dérive ultralibérale de l'Europe, la plupart de grands médias en sont, par éditorialistes et chroniqueurs interposés, les propagandistes. Au mépris de la diversité des opinions et des aspirations de leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Mais quand le pluralisme est mutilé, c'est la démocratie qui déperit.

Le secteur public de l'audiovisuel ne fait pas exception, bien au contraire. Assujetti à la publicité, parce que son financement public est insuffisant, il se condamne, face aux chaînes et stations privées, à les concurrencer avec les armes commerciales de la course à l'audience instantanée. Placé sous la tutelle de la majorité politique du moment, il en subit directement les pressions et les reprises en main périodiques. Comment, dans ces conditions, pourrait-il remplir son rôle de service public ?

2. Les pouvoirs publics, loin de garantir l'égalité du droit d'accès aux médias, le pluralisme de l'information et l'indépendance des journalistes :

- Favorisent les concentrations guidées par la recherche obsédante du profit maximal dans le délai le plus court, qui est la règle du marché ;
- Livrent l'audiovisuel et de larges secteurs de la presse écrite aux appétits des groupes adossés à des conglomérats industriels bénéficiant des marchés publics ;
- Maintiennent leur encadrement politique d'un audiovisuel public, privé des moyens financiers de son indépendance ;
- Pérennisent un système d'aide à la presse qui favorise les médias financièrement les plus puissants et les plus mercantiles ;
- Participent à la fragilisation des médias indépendants des grands groupes en s'attaquant aux services publics, comme celui de la Poste qui réserve ses tarifs préférentiels aux médias les plus lucratifs ;
- Se refusent à doter les médias sans but lucratif et, plus particulièrement, les médias associatifs, du statut juridique et de l'aide financière sans lesquels leur existence est compromise.

Des Etats Généraux, dans quel but ?

Par ces Etats généraux, nous entendons dresser un état des lieux des problèmes à résoudre, proposer des solutions, les soumettre à toutes les forces politiques et aux parlementaires.

Sans préjuger du résultat, nous entendons mettre en discussion les questions suivantes :

- L'information est un bien commun. Comment garantir les droits d'informer et les droits à l'information contre toutes les tentatives politiques et économiques de les confisquer ?
- Ces droits doivent être protégés par une législation et des moyens à la hauteur des enjeux : lesquels ? Comment préserver et refonder le service public de l'audiovisuel ?
- Comment garantir l'essor des médias associatifs, sauvegarder le potentiel non-marchand d'Internet, doter les médias à but non lucratif du statut et des moyens dont ils ont besoin ?
- Le droit à l'information est d'abord le droit à une information diversifiée dans tous les domaines : comment la garantir, et favoriser en particulier la qualité et la pluralité des informations économique, sociale et internationale ?
- Le droit à l'information suppose de nouveaux droits pour les journalistes et, plus généralement, pour les producteurs d'information indépendants : lesquels et comment les garantir ?

Des Etats généraux, comment ?

1. Nous appelons à des Etats généraux ouverts, décentralisés, pluralistes.

- Ouverts - La question du droit à l'information est une question trop sérieuse pour être abandonnée aux seuls responsables des médias : elle concerne tous ceux qui, professionnels ou non, journalistes ou pas, concourent à la production de l'information. Les journalistes, les salariés des médias et leurs syndicats ont besoin du concours de tous.
- Décentralisés - La question du droit à l'information ne doit pas être réservée à des porte-parole nationaux (et omettre les médias régionaux). C'est pourquoi le processus des Etats Généraux que nous souhaitons impulser doit combiner des échéances locales et des échéances nationales et privilégier les ateliers, les commissions, les séminaires de réflexion et de proposition, contre toute tentation de céder aux mirages de la personnalisation et du spectacle... médiatiques.
- Pluralistes - La question du droit à une information pluraliste n'est le monopole de personne. Les exclusives viendront de ceux qui refusent de s'y associer.

2. Nous souhaitons donner naissance, non à une nouvelle structure, mais à un processus, marqué par des échéances fortes. Nous appelons donc à une Première session nationale des Etats Généraux pour des médias et une information pluralistes en 2006

Appellent à des Etats Généraux les signataires suivants :

Appel rendu public le 3 octobre - Dernière actualisation le 1^{er} décembre 2005. Les nouvelles signatures enregistrées sont marquées d'un astérisque *.

Associations et syndicats nationaux

- ACJ (Association des cyber-journalistes)]
- ACRIMED (Action Critique Médias)
- Action Consommation
- Appel et réseau pour une information impartiale et pluraliste
- Association des Journalistes pour la nature et l'écologie

- Association Faire Le Jour
 - Association JAL (Justice Action Liberté)
 - ATTAC
 - Casseurs de Pub
 - Confédération paysanne
 - Corali (Association pour la Coopération des radios libres)
 - Emancipation Tendance Intersyndicale
 - FERC-CGT (Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture)
 - FNVDPO (Fédération Nationale des Vidéos de Pays et de Quartier)
 - Fondation Copernic
 - FSGT (Fédération Sportive et Gymnique du Travail)
 - FSU (Fédération Syndicale Unitaire)
 - Les Pieds dans le Paf
 - MNCP (Mouvement National des chômeurs et précaires)
 - OFM (Observatoire Français des Médias)
 - OMOS (Observatoire des Mouvements de la Société)
 - RACCFC (Rassemblement des auditeurs contre la casse de France Culture)
 - Raisons d'agir
 - R.A.P. (Résistance à l'agression publicitaire)
 - Réunification syndicale
 - SCAM (société des auteurs multimédias)
 - SIPM-CNT (syndicat interprofessionnel de la presse et des médias)
 - SNJ (Syndicat National des Journalistes)
 - SNJ-CGT (Syndicat National des Journalistes-CGT)
 - SNTR-CGT (Syndicat National des Techniciens et Réalisateurs)
 - Stanzo association
 - Sud Culture
 - Sud Education
 - Sud Santé Sociaux
 - UFAL (Union des Familles Laïques)
 - Union Syndicale Solidaires
 - URFIG (Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation)
 - Voir&Agir
- Avec le soutien de la FEJ (Fédération européenne des journalistes)

Syndicats d'entreprise, associations et syndicats locaux (Communes, départements, régions) - Amis du Monde Diplomatique du Bas-Rhin - Attac Pays d'Aix - Collectif de la Région Rouennaise d'Observation des Médias - Collectif Kraken-Art - Association « Carrefour des citoyens » de l'Isle sur la Sorgue - Association « Imagine la paix » (La Réunion) - Association Oniros (Association française pour l'étude du rêve) - * Attac 06 (Alpes Maritimes) - Attac Littoral Nord - Comité Attac des Vosges - Comité régional CGT Franche-Comté - Consom'Solidaire (Paris) - Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France - Indigènes de la République 37 - Les Inattendus (Lyon) - Le Café Politique (à Balma et dans l'Est Toulousain) - Les Pieds dans le Paf Loire Atlantique - *Lian (Liens et Informations Alternatives sur le Net) - Next-up - Observatoire bisontin des médias - Observatoire nantais des médias - Observatoire grenoblois des médias (Ogremed) - Pigistes et Isolés - Journalistes CGT (région parisienne) - Réseau des Bahuts - SNJ-CGT France-télévisions - SNJ-CGT Radio France - SNJ-CGT AFP - SNJ-CGT de France 2, de France3, de RFO - SNRT CGT Radio France - Sud-Radio France - Sud-AFP. - SUD Auto Peugeot-Citroën Aulnay - Sud PTT44 de la Dorr - Sud Santé Sociaux de l'Isère - Spasmet-solidaires (Syndicat des Personnels Assurant un Service Météo) - * Sud Travail et Affaires Sociales - Syndicat Filpac-Cgt de la SPPS - Syndicat National Sud Intérieur - Union des

familles laïques du Rhône.

Médias associatifs et coopératives

A contre courant - AdiuTV - Aligre Fm - Altermonde-le Village - Anamorphose (Toulouse) - Arts Borigènes Prod - Association Ecolonews - Association Les Musicophages (Toulouse) - Association L'Homme imaginaire (Saint-Etienne) - Association « Only French » - Association Ratalix - Association Rebond pour la Commune - Canal ti zef - CLAP 36, association de promotion du cinéma documentaire indépendant - Collectif Bellaciao - Co-Errances - CQFD - * Communication Sans Frontières - Cuverville (Toulon) - Ecole des métiers de l'information-CFD (EMI-CFD) - Fréquence Paris Plurielle (Paris) - Grenouille news - *Guidealtern.org - Images et Paroles Engagées (Marseille) - Impatience Démocratique, région d'Anduze (Gard) - Interluttants - *Jet fm (Nantes) - L'Agitateur de Bourges - L'Atelier 120 - La Lettre les alternatifs (Loire Atlantique) - Sans Canal Fixe, collectif de réalisateurs (Tours) - La rédaction du Périgourdin - La televisionpaysanne.org - L'Accroche (Montpellier) - Le Zebre - *M'Radio.Lorient - Musicologie.org - Passerellesud(Nord - Pas de Calais) - Primitivi(Marseille) - Radio Air Libre (Bruxelles) - Radio Ici & Maintenant ! 95.2 Paris / Ile-de-France - Radio Riv'Nord -RAS- Réseau Associatif et Syndical - Rézocitoyen (Nantes) - TAM Attitudes Production - Telebocal - Télécombrailles - Teleplaisance - Tv Bruits (Toulouse) - Vox populi - Zalea TV - Zapito (Rouen)
A suivre...

D'autres pays

*Libertzzone (Bruxelles - Belgique)

Soutiens politiques

- Associations et partis ...

- Alter
- La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)
- Le Mouvement Républicain et Citoyen (M.RC)
- Le Parti communiste français (PCF)
- Le Parti socialiste (P.S.)
- Les Verts

Nouveaux soutiens : - Les Alternatifs - Union des républicains radicaux (U2R) - Union des Etudiants Communistes - Alternative Citoyenne-La Gauche Autrement en Basse Normandie - Alternative Couleur Citoyenne (Tours) - Association Egalité Jeunes Socialistes - Association La sociale - Association UNIR - Cercle Bolivarien de Paris - - Civimed Initiatives (Strasbourg) - Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix (Strasbourg) - Coordination de l'Appel de Strasbourg - Coordination pour une Politique Altermondialiste dans le 95 - Forum mondial des alternatives - Le MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale) - Le Mouvement PACTES (Pour des Assises Citoyennes de la Transformation Ecologique et Sociale) - PCA Hebdo - Pour une démarche socialiste - * Le Groupe socialiste des entreprises des métiers de la Culture et des Médias - - R.H.E.A. (Rassemblement pour une Humanité Equitable dans l'Avenir)

- Responsables et élus

Députés : Alain Bocquet (Président du Groupe communiste et républicains) - Marc Dolez (PS - Nord) - Frédéric Dutoit (PC - Bouches-du-Rhône) - Jacqueline Fraysse (PC - Hauts-de-Seine) - David Habib (PS - Pyrénées-Atlantiques) - Janine Jambu (PC - Hauts-de-Seine) - Daniel Paul (PC - Seine-Maritime)

Sénateurs : Yves Coquelle (PC - Pas-de-Calais) - Annie David (PC - Isère) - Michelle Demessine (PC - Nord)

Députés européens : Guy Bono, député européen (P.S) - Françoise Castex, députée européenne PS -

Elus locaux et régionaux : Eddie AIT Conseiller Régional d'Ile-de-France (PRG) - Francis Parny, vice président PCF du conseil régional île de France. - Pascale Pavy, Conseillère Régionale, Bailleul(59) - Georges Sarre, maire MRC du 11^e arrondissement de Paris - Serge Vray, Maire de Chenereilles, Conseiller Général de la Loire. -

A suivre...

POUR SIGNER CET APPEL :

- Pour toutes les signatures individuelles, merci de recourir exclusivement à l'inscription automatisée sur le site de l'appel.

- Page d'accueil : <http://www.etats-generaux-medias.org/>

- Les signatures collectives (associations, collectifs, syndicats, formations politiques, etc.) et les signatures de journalistes sont reçues à l'adresse suivante (qui leur est exclusivement consacrée) : contact.etats-generaux-medias.org.

Merci de nous signaler à la même adresse les erreurs ou omissions.